

Communisme en mouvement

Numéro 20

avril 2008

Au sommaire

1. L'édito :

Au Conseil national du PCF rien de bien nouveau – p. 2

2. Interventions au CN du PCF du 25/04/2008 :

Le bipartisme c'est l'abandon – Philippe Stierlin – p. 3

Construire la force politique dont les luttes sociales ont besoin – Anne Jollet – p. 5

Echec en Italie, succès en Allemagne – Gilles Alfonsi – p. 6

Contribuer au lien projet-rassemblement-organisation – Chantal Delmas – p. 9

3. Contributions

Pour un congrès audacieux - David Maciazek - p.10

Note complémentaire sur les élections municipales de 2008 - Roger Martelli - p.12

Ce bulletin est ouvert. Faites parvenir vos textes, mais aussi vos réactions et suggestions à : communisme.mouvement@free.fr - Pour le recevoir régulièrement ou et permettre à des amis de le recevoir, prenez contact sur <http://communisme.mouvement.free.fr>

1. L'édito

Au Conseil national du PCF rien de bien nouveau

Le CN du 25 avril 2008 (85 participants, sur environ 220 membres) n'a pas réservé de surprises majeures.

On note :

- un rapport classique de Robert Injey, dont on retiendra la manière dont il traite de l'échec de la gauche de transformation sociale en Italie, en substance : c'est la preuve que vouloir comme certains la création d'une force de transformation sociale conduit irrémédiablement à l'échec. Les plus conservateurs ont soutenu cette thèse et le noyau dirigeant ne s'est pas mouillé ;
- une intervention d'André Chassaigne, concernant l'ANECR (dont il est président), qui marque la possibilité d'un tournant : sur la base du constat qu'environ la moitié des élus recensés par l'association ne sont pas adhérents au PCF, il a évoqué la possibilité d'un changement de statut et de nom, la référence au seul PCF dans l'un et l'expression "communistes et républicains" dans l'autre étant dépassés. A l'inverse de cette intervention, qui nous a paru intéressante, quelques intervenants ont développé une conception proche de l'idée que "nos" élus sont les "élus du parti" ; mais aucun ne s'est formellement opposé aux propositions d'André Chassaigne. Soit dit en passant, il se dit de source "non officielle mais fiable" que les 13 000 élus revendiqués devraient être en fait plutôt entre 7 500 et 9 000 (et il ne s'agit pas d'adhérents, ni de cotisants mais plutôt d'élus recensés comme proches) ;
- l'accent a été mis d'une part sur la riposte à Sarkozy, d'autre part sur les trois débats nationaux organisés fin mai et début juin à Paris, Marseille et Tours, dans le cadre de la préparation du congrès. Ils doivent au total réunir 1 500 personnes. Quelle ambition !
- la tendance Marchand a souligné la nécessité que le congrès tranche clairement les débats engagés, en se prononçant pour la " " " "novation" " " " " , tandis que d'autres pensent que le principal enjeu du congrès est qu'il décide de ne fermer aucune porte.

Les communistes unitaires du CN sont intervenus :

- sur l'appréciation des résultats électoraux et les enjeux de conception du rôle des élus, du rapport aux institutions, sur la "marque de fabrique" des élus communistes et le rapport au pouvoir ;
- sur les enjeux stratégiques : casser le bipartisme ; pour cela, sortir du tête à tête avec le PS par une stratégie autonome : par la construction en convergence avec les forces et citoyens intéressés d'un nouveau projet et d'un nouveau sujet politique ;
- sur l'échec en Italie, pour l'attribuer d'une part à la sanction du soutien à une coalition gouvernementale menant une politique social-libérale, d'autre part à un bricolage électoral de dernière minute en lieu et place d'une construction politique durable. Nous avons appelé à en tirer les leçons pour nous-mêmes, notamment dans la perspective des européennes et des régionales.

Il n'y a pas eu d'interventions de "fans" de l'union de la gauche.

Enfin, le lancement d'une (grande) campagne de renforcement a été annoncé : y'a du boulot.

2. Interventions au CN du PCF du 25/04/2008

Le bipartisme, c'est l'abandon

Philippe Stierlin, Paris

« Il y a deux manières de se perdre : par ségrégation murée dans le particulier ; par dilution dans l'universel. »

Aimé Césaire, lettre à Maurice Thorez (1956)

I.- La relation élu-e-s / parti traitée dans le rapport d'André Chassaigne, dont je retiens l'ouverture d'esprit et la méthode de travail pluraliste avec des partenaires, mérite effectivement attention. Elle est stratégique comme l'est celle du bipartisme, dont il s'agit de se dégager. Elle a trop souvent été sous-estimée ces dernières années. Face à la multiplicité des situations – opposition à une majorité municipale, minorité d'une majorité de gauche, direction d'une ville – il y a un besoin de cohérence au plan national. Enfin, le moins que l'on puisse dire est que la relation élu-e-s / parti manque singulièrement d'interactivité créatrice : chacun mène sa barque.

Aimé Césaire résume bien la difficulté et nous n'échappons pas dans plusieurs endroits à deux écueils :

- d'une part, des élus communistes et partenaires qui, se retrouvant « seuls », s'engluent dans la gestion sur des domaines ciblés et cloisonnés,
- d'autre part, un parti et des militants « généralistes » avec un décalage persistant par rapport à des enjeux concrets posés par les habitants des villes et des villages et avec la façon dont ces habitants les posent.

Pour s'en sortir, quelques principes directeurs peuvent nous guider :

- les élu-e-s communistes n'ont pas à assumer un rôle que le PCF doit jouer,
- le PCF ne peut se résumer à un outil en vue de l'élection d'élu-e-s,
- les élu-e-s communistes ne peuvent être des soldats du parti ; on ne peut de ce point de vue revendiquer le pluralisme partout ailleurs et l'exclure au sein du PCF. Enfin, étiqueter les élu-e-s entre bons et mauvais communistes constituerait un rétropédalage d'un autre âge.

Nous devons donc inventer non une articulation parti / élu-e-s, mais une nouvelle relation pour faire preuve d'innovation politique, notamment sur des sujets sur lesquels on nous attend moins : intercommunalités, développement durable et économique, nouvel urbanisme... Je ne crois pas que nous devons déplacer le curseur de la relation élu-e-s / parti d'un côté ou de l'autre ; nous devons plutôt en travailler le triangle élu-e-s / parti / société. Le cas du Grand Paris serait de ce point de vue un exemple porteur d'avenir en Ile de France.

Par ailleurs, il existe un besoin de revoir en profondeur les politiques éditoriales de nos publications, dans cet état d'esprit. Des journaux d'élus décentrés sur les questions locales ou des journaux du parti dans lesquels l'activité des élus demeure une pièce rapportée ne répondent pas aux enjeux. A l'inverse, la généralisation de « journaux communistes et citoyens » dans lesquels les élu-e-s, le parti et d'autres partenaires auraient toute leur place seraient une innovation. Il en existe. Nous devrions encourager leur développement.

II.- Avoir de nombreux élu-e-s est une bonne chose. Cela peut contribuer à créer des rapports de force dans le pays et à faire vivre une gauche de gauche, en assumant les différences avec le PS, en affirmant de manière autonome ce qui nous différencie. Mais si la gestion ne s'adosse pas à une construction politique ambitieuse, elle butera sur des limites vite atteintes et ne garantira ni la solidité des positions qui nous restent, ni leur déploiement.

III.- Se donner les moyens de rompre avec le bipartisme est la question stratégique déterminante devant nous.

Le bipartisme a fait un saut qualitatif majeur lors des dernières élections municipales et cantonales. L'exemple italien, avec l'échec de la gauche de gauche après une participation gouvernementale à un gouvernement de centre gauche puis un bricolage électoral de dernière minute, montre que ce phénomène n'est pas que français.

A l'inverse les progrès de *Die Linke* en Allemagne montrent que le bipartisme peut être entamé en Europe. Arriver à mettre en cause le bipartisme ne se fera ni simplement, ni spontanément. C'est un travail de fond et dans la durée. Il nécessite cependant une volonté politique claire et constante.

IV.- Les dégâts liés à une stratégie ne décidant pas clairement de rompre avec le bipartisme sont importants. Se déterminer avant tout par rapport au parti dominant conduit inévitablement à accepter des parts de plus en plus petites du « gâteau », en développant un pragmatisme « exacerbé ».

A l'inverse, contester le PS hors du système institutionnel laisse le champ libre au capitalisme. Mais surtout, avec le bipartisme, c'est la possibilité de transformer la société qui recule dans les consciences et les organisations. Le bipartisme, c'est l'abandon.

Rompre avec le bipartisme exige de réunir quelques conditions politiques :

- rechercher une indépendance en actes vis-à-vis du PS, sans cultiver l'anathème à son égard comme nous l'avons fait parfois, mais en travaillant librement et méthodiquement à l'émergence d'une gauche de transformation sociale,
- considérer que la gauche ne se résume pas aux partis politiques institués, mais englobe des syndicalistes, des membres d'associations, des citoyens non encartés qui ne pourront pas entrer en politique sous la seule bannière du PCF,
- retisser des liens forts entre colères sociales persistantes et construction politique.

V - Le Conseil National a décidé de trois initiatives décentralisées dans le cadre de la préparation de son Congrès. Lancer une initiative nationale pour l'élaboration d'un projet partagé de transformation sociale, qui ne soit ni la répétition de l'union de la gauche ancienne formule, ni autour du seul PCF, mais avec le PCF en partenariat avec d'autres forces, constituerait un pas important pour sortir de l'immobilisme actuel et d'une conception dépassée de la construction politique.

Construire la force politique dont les luttes sociales ont besoin

Anne Jollet, Paris

Les auditions ont permis de sortir de l'affirmation d'un " bilan globalement positif " de la dernière séquence électorale. Elles ont permis d'entendre l'extrême diversité des situations et aussi des interprétations que l'on peut en avoir. Bien sûr nous savons tous que si les résultats ont pu être jugés rassurants, c'est que les craintes étaient très grandes et non parce que ce résultat saurait nous satisfaire. Les chiffres témoignent malheureusement de la poursuite de l'effritement de notre présence. Roger Martelli, sur la base d'une étude serrée des résultats, rappelle que seulement 5,5% de la population nationale est désormais administrée par des maires communistes ou apparentés (contre 17% en 1977).

A partir de cela, plusieurs questions sont posées.

D'une part, c'est l'objet de la séance d'aujourd'hui, quelle place de l'élu vis-à-vis du parti, des citoyens dans des assemblées dans lesquelles les communistes sont très minoritaires dans la majorité. Comment utiliser au mieux cette situation d'élu sans servir de caution sociale au PS, sans être piégés dans des gestions dont nous ne maîtrisons pas les grands axes, comment garder une lisibilité politique, une crédibilité aux yeux de l'opinion publique ? Je crois que ces questions doivent demander de notre part une réflexion approfondie et des réponses claires, notamment sur les responsabilités à accepter dans les exécutifs.

D'autre part, comme après les présidentielles, il faut que nous précisions quelles conséquences en termes de projet politique nous tirons de ces scrutins. La question est plus que jamais rudement posée : y a-t-il en France aujourd'hui une place pour une force politique à gauche du PS ? Avons-nous, la société française a-t-elle besoin d'une telle force ou bien fragmente-t-elle de façon dommageable la gauche au moment où l'offensive de la droite ultra libérale est plus vigoureuse que jamais ?

Les résultats électoraux ont montré à nouveau que pour lutter contre Sarkozy beaucoup de Français qui ne manquent pas de réserves vis-à-vis du PS avaient voté PS.

Bien sûr, nous pensons qu'il faut une force pour dénoncer l'impasse que constitue une gestion sociale du libéralisme. Que l'enfermement dans l'alternance crée de la dépolitisation, bien attestée par l'importance de l'abstention et la dépolitisation des milieux populaires.

Mais comment répondre à ce besoin ? Nous savons que la multiplication des campagnes de protestation ne fait pas le compte. Les syndicats font leur travail et les mouvements sociaux font avancer la dénonciation des injustices générées par les choix gouvernementaux. La question qui nous est posée à nous est celle de la construction de la perspective politique. Comment contribuer à faire exister une force caractérisée par son indépendance (ce qui ne signifie pas son opposition) par rapport au PS, une force qui fédère les énergies disponibles et présentes dans les mêmes luttes ?

Les municipales ont entretenu des ambiguïtés sur notre positionnement qui menacent notre crédibilité politique. Nous avons lutté contre la loi LRU, pour évoquer ce que j'ai vécu de plus près, distribué les premiers des tracts, été de tous les mouvements. Puis nous avons appelé à voter aux élections municipales pour des gens qui avaient été en première ligne de l'acceptation, voire de

l'élaboration de cette loi. Au même moment, parfois les mêmes personnes, construisaient des listes contre leurs colistiers PS des municipales, pour les élections universitaires. Cela peut-il continuer longtemps ainsi d'élection en élection ? Je ne le pense pas. Nous devons être en politique où nous sommes socialement et contribuer à la construction de la force politique vers laquelle les luttes convergent, qui doit être notre objectif pour être utiles justement à ces luttes sociales si vives d'aujourd'hui et à la vie de ceux qui les mènent...

Echec en Italie, succès en Allemagne

Gilles Alfonsi, Seine Saint-Denis

Ce qui a fait l'échec en Italie, c'est l'inféodation à une coalition gouvernementale menant une politique social-libérale, où les communistes ont avalé d'énormes couleuvres (ce qui ne nous est pas totalement étranger). Et c'est un bricolage électoraliste en lieu et place d'une construction politique autonome, populaire et dotée d'un projet. Or, les coups politiques, les constructions superficielles, cela ne fonctionne pas.

Ce qui fait les succès de *Die Linke*, c'est la stratégie d'autonomie par rapport au SPD (tout en se situant dans la perspective d'une majorité politique) et c'est la construction dans le temps d'un nouveau sujet politique rassemblant des cultures politiques et des sensibilités différentes, mettant en question les frontières entre le social et le politique, et renouvelant le rapport aux institutions.

Il y a des leçons à tirer pour nous-mêmes sur ce qui se passe dans ces pays, notamment dans la perspective des élections européennes et régionales. Il faut travailler notre propre projet politique, il faut sortir du tête à tête avec le PS et ouvrir maintenant une construction politique d'un nouveau type.

Une autre conception du rôle des élus et du rapport entre mandat électif et parti

Les exposés qui ont été présentés sont intéressants mais on a parfois du mal à énoncer clairement ce qui nous différencie de la gauche socialiste.

Bien sûr, si ce qui nous distingue est uniquement de dire que nous appliquerons mieux la même chose (à partir du constat que le PS ne fait pas ce qu'il dit) ou si nous nous contentons de demander plus, alors nous ne faisons pas véritablement la différence.

Par exemple, la démocratie participative n'est pas nécessairement une marque de fabrique spécifique des communistes. Il existe bien des exemples de politique participative dans des collectivités de droite ou du PS, et bien des villes à direction communiste n'ont pas spécialement au cœur de leur pratique la démocratie participative.

Or, c'est un problème crucial pour la suite. Car il n'y a pas de raison de voter communiste si le vote communiste n'est pas porteur d'une conception franchement différente de l'élection, du mandat électif, de l'institution, du rapport entre l'institution et les citoyens. Nous avons pour cela des pistes à suivre, des fils à tirer.

Conception différente de l'élection, comme moment d'un processus politique plus large d'appropriation des pouvoirs et des savoirs, par opposition à une conception où la vie politique s'organise entièrement autour du moment de la concurrence électorale. Or, même lorsque nous sommes conscients de ce problème, nous pratiquons souvent de la même façon que les autres forces politiques.

Conception différente du mandat électif, avec des élus-partenaires visant à conforter les luttes, les contre-pouvoirs, associant à la construction de projets et des politiques publiques, et à la prise de décision, diffusant le pouvoir dans la société, au lieu d'une conception où sont déléguées entièrement à l'élu la construction et la mise en œuvre de réponses (car la démocratie représentative est bien souvent synonyme de dépossession). Voilà ce que pourrait être notre conception de la « démocratie participative », mais alors il faudrait peut-être la nommer autrement.

Conception différente des institutions avec les combats à mener contre toutes les formes de bureaucratisation et de dépolitisation de la chose publique, tandis que prédomine l'acceptation des fonctionnements préexistants des structures administratives et politiques. En matière de gestion, souvent, nous prenons peu de risques, en nous conformant au rôle dévolu aux élus et aux collectivités locales là où nous pourrions pourtant aller bien plus loin dans l'innovation.

Par exemple, le fait de développer des politiques non obligatoires dans un département n'a rien de spécifiquement communiste. Aujourd'hui, toutes les collectivités mènent des politiques qui ne relèvent pas de leurs missions obligatoires, des politiques culturelles ou sportives par exemple. Mais ce qui nous distinguerait, ce qui serait une marque de fabrique, ce serait de créer de nouvelles réponses, de nouveaux droits et dispositifs, originaux, touchant à des enjeux structurants. Et cela suppose de se dégager bien plus que nous ne le faisons du souci gestionnaire et des contraintes de gestion (ce qui ne veut pas dire les nier). Au passage, prenons garde à l'idée que le national et l'international sont le lieu de la transformation sociale tandis que le local, la municipalité ne seraient que des lieux de résistances et de gestion « intégrée ».

Nous pourrions réfléchir avec nos élus et les citoyens à la mise en place, dans les villes et départements où nous sommes à l'exécutif, de droits nouveaux originaux, correspondant à des besoins sociaux. Et quand je dis réfléchir avec les élus et les citoyens, ce n'est certainement pas pour revenir à des formes de subordination des élus au parti, conception totalement dépassée selon laquelle il y aurait des « élus du parti ». Et ce n'est pas non plus pour que le parti devienne un parti au service de notables. Les relations à développer distinguent nécessairement les rôles, les fonctions, et elles ne doivent pas nier les contradictions.

Enfin, il est vrai que les expressions « communistes et apparentés » et « élus communistes et républicains » sont dépassées : elles relèvent de l'ancienne approche du parti au centre de la construction politique ; elles ne disent pas la vocation de rassemblement très ouvert que nous visons.

Dans notre conception du rapport entre l'institution et les citoyens, notre problème n'est pas simplement que l'élu fasse ce qu'il a annoncé, mais de promouvoir l'irruption des citoyens dans les institutions, d'ouvrir les institutions, de combattre tout ce qui dépossède les citoyens.

Elaborer une nouvelle cohérence stratégique

Le bipartisme sort renforcé des élections locales, au travers notamment de la très forte concentration des mandats d'élus par le PS et l'UMP. Pour casser le bipartisme, il est nécessaire de révolutionner notre conception de la politique, de la transformation sociale, du rassemblement.

Peut-on penser que la conception ancienne de l'union de la gauche puisse servir de base pour une stratégie politique aujourd'hui ? Le face à face avec le PS conduit à l'inféodation de fait du parti au PS, les discours les plus radicaux contre les dérives social-libérales du PS ne contrecarrant d'aucune manière le phénomène.

Je ne suis pas militant d'une union de la gauche qui depuis 25 années a tant déçu les attentes populaires qu'elle avait fait naître et a désespéré tant de citoyens, et qui n'a en rien permis de révolutionner les rapports sociaux. Faut-il rappeler comment s'est terminée la gauche plurielle, que le PS a perdu consécutivement trois élections présidentielles, que le PC s'est considérablement affaibli ?

L'alternative à la réactivation illusoire des constructions anciennes est de développer une autre conception :

- Une conception de mise en question de la coupure entre le social et le politique, conduisant à ce que de nouveaux acteurs politiques émergent, capable de chahuter le jeu politique,
- Une conception traitant de front le problème du rapport entre politique et institutions,
- Une conception aboutissant à développer patiemment et de manière très déterminée, une construction politique nouvelle, et non des bricolages électoraux de dernière minute comme en Italie.

Comme le disait Aimé Césaire en 1956, en soulignant la puissance de l'arme de l'unité, « *J'opte pour le plus large contre le plus étroit, pour le mouvement qui nous met au coude à coude avec les autres et contre celui qui nous laisse entre nous, pour ce qui libère l'énergie créatrice des masses contre ce qui canalise et finalement stérilise* ». Et concernant l'organisation, je le cite à nouveau : il y a lieu « *de rechercher une forme d'organisation aussi large et souple que possible, une forme d'organisation susceptible de donner élan au plus grand nombre, plutôt qu'à caporaliser un petit nombre* ».

Première proposition concrète donc : lançons une initiative politique nouvelle avec d'autres, à égalité (pour paraphraser Aimé Césaire, sans confondre alliance et subordination et en faisant que le pouvoir descende et s'enracine dans le peuple), en vue de travailler sur un projet politique partagé, populaire, de transformation sociale, au sein duquel l'apport spécifique des communistes sera très important. C'est autre chose que de lancer seulement nos propres initiatives en appelant à les rejoindre. Prenons garde à l'accélération possible des recompositions, chacun a vu la déclaration de principe du PS, le texte de Jean-Pierre Chevènement en vue de la création d'un parti unique de toute la gauche...

Seconde proposition concrète, concernant notre prochain conseil national consacré à l'Europe : intégrons d'emblée la question de la relance d'une dynamique politique pour la transformation de l'Union européenne, dans le prolongement de la victoire du Non en 2005.

Quant à la perspective des échéances européennes et régionales, lire dans le compte rendu de la réunion des secrétaires régionaux, à quelques mois d'un congrès, je cite, que « *nous pouvons avoir une ligne nationale mais avec des*

atterrissages différents en fonction des réalités des différents terrains », excusez moi mais ça fait peur, et cela témoigne d'une crise de sens et de direction. Il faut une ligne politique, de la clarté, de la cohérence.

Contribuer au lien projet-rassemblement-organisation

Chantal Delmas, Val d'Oise

1. La lutte contre la politique de Sarkozy doit s'accompagner de la construction d'un projet alternatif.

Ce projet n'a de validité que si une majorité de citoyens français participent à l'élaboration du contenu et se l'approprient. Il n'y a pas de remèdes miracles pour sortir du bipartisme de la vie politique française : cela passe par l'expérimentation. Nous devons nous engager dans un processus, il n'y a rien de pire que l'immobilisme. Nous avons déjà des acquis : le non de gauche, les différents collectifs thématiques ou électoraux. Le problème majeur reste le lien entre mouvement social et partis politiques mais aussi le lien organisation et individus. Où en est-on du processus de rapprochement de la gauche institutionnelle et du mouvement social ? L'aspiration au rassemblement pour fonder une gauche alternative capable de peser dans la politique française est très forte. Comment y répond-on ? Nous devons, nous PCF, aider à cette reconstruction à gauche à être un facteur pour aider au lien projet, rassemblement et organisation.

La proposition de Françoise Decan qui propose dans son département une manifestation départementale de la révolte me paraît répondre à cette nécessité de convergence des luttes, de projet et rassemblement, problèmes traités et évoluant dans un même mouvement. Pourquoi ne pas s'en saisir nationalement de la même manière ?

2. A propos de la lutte des sans papiers

Il serait intéressant de l'analyser d'un peu plus près et de comprendre comment l'on passe d'une lutte pour la régularisation des sans papiers qui ne concernait qu'une petite frange de militants, à une lutte plus massive avec le réseau RESF qui touchait les gens de manière personnelle, affective avec les enfants expulsés.

Ces derniers temps avec la lutte des sans papiers sur leur lieu de travail, l'engagement de la CGT, le fait que certains patrons aient approuvé leur régularisation par nécessité pour leur entreprise, nous sommes arrivés à inverser l'opinion publique sur ce sujet puisqu'une majorité de Français sont pour la régularisation. Il me semble que cela a à voir avec l'unité « des dominés » et le type de bataille que cela suppose de mener pour renverser la pensée unique et dominante qui a pour objectif de diviser l'ensemble des salariés. Cette bataille montre aussi la nécessité de tenir nos valeurs même à contre courant à certains moments.

3. A propos de la pétition « spéculation et crises : ça suffit! »

Je ne partage pas l'idée que nous ne devons pas signer cette pétition. Il y en a assez des positions absolues qui nous isolent de l'ensemble du mouvement social. Il en était de même pour Bolkestein ou la taxe Tobin. Ne pas signer de textes qui n'englobent pas toute notre analyse, sous prétexte que si l'on n'écrit pas « réorientation de la banque centrale européenne » nous ne sommes que des socio-démocrates. De cette façon, nous confirmons les salariés dans leur sentiment d'impuissance qui est aujourd'hui le plus grand obstacle pour changer la société en profondeur.

Signer une pétition qui n'englobe pas la totalité d'un projet réellement alternatif ne nous dédouanne pas d'un débat sur la totalité des mesures à prendre.

3. Contributions

Pour un congrès audacieux

14 avril 2008

David Maciazek, Moselle

Le 22 avril 2000, dans la note de préparation à une réunion du Conseil national du PCF, nous écrivions : *« nous sommes très loin d'être seuls à agir sur les terrains divers des luttes contre les inégalités et les discriminations, et nous ne voulons, ni ne pouvons constituer à nous tous seuls ce grand mouvement capable de faire bouger la société. Celui-ci ne peut être que coélaboré, codécidé, de bout en bout, par toutes les forces qui en seront parties prenantes. Il ne peut se construire et se déployer sur notre seule impulsion. »*

La résolution adoptée en octobre 2001 lors du 31^{ème} congrès du parti mentionnait *« qu'il s'agit de construire, avec d'autres, une autre organisation de la société, de la faire vivre au travers d'initiatives politiques. Notre action ne se limite pas aux contours de la gauche plurielle. »*

Lors du 32^{ème} congrès du parti tenu en avril 2003, le texte d'orientation adopté précisait : *« Les contenus, aussi révolutionnaires soient-ils, ne sauraient suffire si nous ne nous engageons pas en même temps dans une autre construction politique. Car le grand absent des tables de négociations, c'est le peuple. Assumer enfin réellement cet engagement nous oblige à accepter de ne plus décider à la place des citoyens, mais de contribuer à ce que les citoyens puissent peser et décider tant sur les contenus nécessaires au changement et leur élaboration que sur les conditions politiques de ces engagements, y compris les questions d'alliance électorale. »*

Enfin, lors du 33^{ème} congrès du parti tenu en mars 2006, le texte voté

majoritairement affirmait « *qu'aucun parti ne peut prétendre rassembler la gauche autour de lui ou de son propre projet, en appelant ensuite les citoyens à le soutenir. Ouvrir l'espoir à gauche d'une victoire durable permettant de débarrasser notre pays du pouvoir de la droite et du Medef et de rompre avec les politiques libérales, c'est construire avec toutes celles et tous ceux qui font ce choix une union populaire pour changer la vie. Tel est l'objectif, l'ambition du PCF.* »

Alors, aujourd'hui et après les séquences électorales de 2007 et 2008 où en sommes-nous ?

Le parti est toujours présent dans le paysage politique en France, affaibli mais bien là. Mais compte-t-il vraiment pour changer radicalement la société française en faveur de plus de justice sociale et un véritable partage des richesses et des pouvoirs ?

Poser ces questions, c'est à mon avis poser la question de l'application concrète de notre stratégie politique telle qu'elle a été définie lors des derniers congrès.

Et il me semble que ce qui manque véritablement encore à ce jour, c'est la mise en oeuvre pratique, à grande échelle, dans le pays de nos orientations qui restent cohérentes et perspicaces pour peu qu'on veuille bien cette union populaire pour laquelle nous nous sommes prononcés.

Ouvrons les yeux : nous restons une force, mais une force isolée qui ne peut suffire à réaliser l'alternative en restant dans une alliance purement électoraliste avec le Parti socialiste, considéré trop souvent dans notre parti comme la force incontournable.

Alors, le choix me semble évident : ayons l'audace d'amplifier nos actes comme nous avons commencé à le faire avec les collectifs dits « antilibéraux » mais en favorisant véritablement un rassemblement populaire qui ne peut se concevoir qu'avec toutes celles et ceux qui, à l'extérieur du parti, veulent une véritable alternative politique en France de la base au sommet du pays.

Avec d'autres, nombreux et divers, nous sommes en capacité de créer une dynamique, comme a su le faire notre parti dans son passé. Mais pour cela, il ne suffit pas de « continuer ». Il nous faut travailler à inventer les contours pour une gauche de transformation sociale capable de contester l'hégémonie des sociaux-libéraux, en construisant une nouvelle dynamique politique autour d'un projet, tout en gardant la visée d'une gauche majoritaire.

Travaillons à une pratique concrète de nos choix car sans cela nous renoncerions à ce que nous voulons toujours : transformer radicalement la société avec le peuple dans un mouvement majoritaire.

Note complémentaire sur les municipales 2008

Avril 2008

Roger Martelli, Paris

I. Considérations générales

1. Les faits bruts sont les suivants. Les communistes et apparentés dirigent moins de 2 % (727) des communes de France et administrent 5,4 % (3 260 000) de la population résidente. En volume global, ces chiffres sont sensiblement les mêmes que ceux de l'élection précédente.

1977	1 481
1983	1 487
1989	1 120
1995	887
2001	742
2008	727

2. L'espace municipal du communisme municipal résiste mieux que son espace national. En 2008, après deux cataclysmes électoraux (2002 et 2007), le recul communiste est plus atténué et moins uniforme que lors de toutes les consultations municipales précédentes depuis 1983. Cela atteste de la solidité d'un ancrage qui est consubstantiel de l'histoire même du PCF : l'implantation municipale a été antérieure à l'expansion nationale du communisme français ; sa persistance indique un certain attachement à une conception de la gestion locale rattachée solidement aux valeurs constitutives de la gauche. Elle confirme que, en faisant corps avec la tradition révolutionnaire et plébéienne issue de 1789-1793, l'implantation communiste n'a pas été l'effet d'un greffon artificiel du bolchevisme en terre française.

3. Un an après la présidentielle et les législatives, le résultat de 2008 apparaît inespéré. Il est un signe supplémentaire disant que, en France, une dynamique ambitieuse de transformation sociale ne peut faire l'économie du fait communiste, dans son épaisseur historique comme dans sa réalité matérielle et symbolique. Ce constat doit toutefois être tempéré.

1. Le recul n'est cette fois atténué que par les gains des « apparentés communistes ». Les maires communistes *stricto sensu* voient leurs effectifs réduits de 10 % du volume de départ, alors que les « apparentés » voient le leur croître de 40%. Dans la part du communisme municipal, les maires qui ne sont pas membres du PCF représentent désormais près de 30 % du total. Parmi eux, nombreux sont ceux qui, tout en s'inscrivant dans une histoire bien particulière, auraient du mal à se reconnaître dans une étiquette strictement « PCF ».

	Maires communistes	Communistes et apparentés	% d'apparentés
1983	1 279	208	16,3
2001	628	114	18,2
2008	563	160	28,4

2. Le recul est atténué, mais il n'est pas interrompu. En 1983, le PCF avait connu une situation approuvante : en nombre de mairies, le PCF s'était maintenu et même avait légèrement progressé (1 487 communes contre 1 481) ; mais le PCF avait alors perdu 20 villes de plus de 30 000 habitants. Cette fois, le recul est moindre dans cette tranche de villes (25 contre 27), mais le total de la population administrée par des maires

communistes continue de baisser, comme il le fait depuis 1983 : le PC perd 247 communes totalisant 730 000 habitants et en gagne 230 totalisant 375 000 habitants ; il perd 4 villes de plus de 50 000 habitants et n'en gagne aucune dans cette tranche de communes. Dans la tranche des villes de plus de 30 000 habitants, le PCF est au tiers (25) de son contingent de 1977 (72).

Population administrée par les maires communistes et apparentés

1977	9 000 000	soit 17,0%	de la population française
1995	4 465 133	soit 7,7%	de la population française
2001	3 490 000	soit 5,9%	de la population française
2008	3 200 000	soit 5,4%	de la population française

3. Le PCF continue donc de se tasser légèrement alors que les élections municipales de 2008 ont été les meilleures pour la gauche depuis 1977, meilleures même que celles (pourtant exceptionnelles) de 1977. Dans la tranche de villes de plus de 9 000 habitants, la gauche gère près de 60 % du total contre 57 % en 1977 ; mais le PS à lui seul en gère 46 %, contre 30 % en 1977. Tout se passe comme si, dans une élection dont le grand vainqueur est le Parti socialiste, la gauche non socialiste est réduite à ramasser les miettes laissées par le grand convive.
4. L'influence locale est plus tenace que l'influence nationale. Mais une influence locale peut-elle persister longtemps en l'absence d'influence nationale ? L'expérience passée du radicalisme français montre que la persistance locale peut être longue, sans contredire la marginalisation politique et la dépendance qui en résulte par rapport au parti dominant. C'est le risque de cette dépendance de fait (qu'elle soit voulue ou non) qui est la question cruciale aujourd'hui.

4. Car la séquence électorale de 2008, en France comme en Italie, a accentué le bipartisme d'une manière significative. À droite, les élections récentes ont été défavorables pour la droite en général, mais pas pour une UMP qui lamine les autres formations de droite, et notamment les héritiers du vieux centrisme et de l'UDF. À gauche, l'écart entre le PS et les autres forces de gauche s'est encore accru. Un seul chiffre sera utilisé ici : dans la tranche de villes de plus de 3 500 habitants, le PCF passe de 177 à 165 (de 190 à 188 si l'on tient compte des apparentés) villes administrées, tandis que le nombre de communes dirigées par les socialistes progresse de 660 à 823. Les communistes reculent moins que dans les deux dernières décennies, mais l'écart avec le PS se creuse.

5. Au total, la grande majorité de la France urbaine est gérée aujourd'hui par le PS ou par l'UMP : la totalisation désormais connue des résultats municipaux renforce le constat que les cantonales avaient suggéré il y a quelques semaines. Nier le seuil franchi par le bipartisme ne me paraît pas possible. Cela signifie-t-il que nous sommes devant un fait irréversible et que, d'une certaine façon, l'Histoire est finie ? Bien sûr que non. Le bipartisme ne correspond pas à la structuration traditionnelle d'un système politique français qui est à la fois bipolaire et parcellisé. Sa percée n'annule pas l'existence de sa possible négation. L'échec de François Bayrou n'annule pas l'intérêt qu'a suscité à droite son projet lors de la présidentielle. À gauche, les expériences n'ont pas manqué qui ont cherché à construire, à côté d'un PS attiré vers le centre (vers le centre, pas nécessairement vers le Modem...), une démarche à vocation majoritaire mais inscrite à gauche, sans nuance ni hésitation. Souvent, cette recherche de voies nouvelles n'a pas été moins efficace que les formes classiques (depuis 1965) de regroupement à gauche. Dans la durée, je tends à penser qu'elles pourraient bien s'avérer les plus dynamiques, si elles peuvent s'articuler à une construction de même ambition à l'échelon national et européen.

6. Le bipartisme peut être contredit ; mais pour l'instant son expansion n'a pas été stoppée, dans un contexte européen qui pousse à « rationaliser » en ce sens la vie politique. La question majeure des prochaines années sera ainsi, tout à la fois, de savoir comment contrer l'offensive libérale et comment se sortir d'un bipartisme qui est à terme un piège redoutable pour la gauche (l'exemple italien ne démentira pas le propos). Redisons ici que, en instituant la dominante d'un parti dans chaque « famille » (la réforme constitutionnelle pourra y contribuer un peu plus), le

bipartisme conduit chaque force de gauche à se déterminer avant tout par rapport au parti dominant : soit en cherchant à obtenir de lui une part du gâteau (au prix d'éventuels bras de fer à la marge), soit en le contestant en restant aux lisières du système institutionnel. Dans les deux cas, la démarche de transformation sociale est minorée, par abandon ou par solitude.

7. Que, jusqu'à présent, aucune démarche alternative n'a réussi à se substituer à l'ancienne « union de la gauche », n'invalide pas la nécessité de tout faire pour qu'une telle démarche finisse au plus vite par voir le jour. S'il faut se placer sans attendre dans la perspective de majorités à construire face à la droite, ces majorités ne peuvent être envisageables dans la configuration politique actuelle. Toute reconstruction suppose le préalable de l'indépendance à l'égard du PS : une indépendance de fait et non de verbe ; une indépendance non pas **contre** ledit PS, mais **pour** que la gauche transformatrice puisse en toute liberté agir pour reconquérir l'hégémonie à gauche. Or cette reconstruction bute pour le moment sur quatre obstacles : le maintien, ici ou là, de l'illusion selon laquelle une force est capable de réaliser l'agrégation autour d'elle de tout l'espace de transformation sociale ; la coupure persistante avec des catégories populaires qui ont trop cru en vain pour se laisser tenter par de nouvelles promesses ; l'incapacité à amalgamer véritablement, dans de nouvelles synthèses les générations et les variantes désormais largement plurielles de la critique sociale ; la coupure qui s'est plutôt accentuée entre dynamiques sociales et constructions politiques.

Tout ce qui, d'une manière ou d'une autre, consciente ou inconsciente, entretient l'un ou l'autre de ces obstacles est contre-productif. À toutes et tous, à chacune et à chacun, d'en tirer les leçons, pour soi-même et pas pour les autres.

8. La reconstruction du paysage à gauche ne sera pas facile. Les occasions perdues laissent des traces, des blessures, des amertumes. Mais plus vite cette reconstruction s'engagera, sur le triple terrain du local, du national et continental, et plus vite il sera possible d'opposer, à la droite sarko-berlusconienne, une gauche donnant à la critique sociale moderne (sociale, démocratique, féministe, écologiste, altermondialiste...) la perspective d'une transformation sociale assumée. Assumée et donc réaffirmée ; affirmée mais pas répétée : renouvelée ou refondée, dans son projet, dans ses pratiques, dans ses cultures et dans ses formes d'organisation. Toute autre voie serait une impasse, pour la gauche tout entière et pour chacune de ses composantes.

9. Le communisme municipal n'a enrayé son déclin que grâce à l'apport de forces et d'individus qui débordaient l'espace du communisme politique *stricto sensu*. De la même manière, le meilleur de la tradition communiste ne trouvera la possibilité de quitter les marges du système politique qu'en s'intégrant dans une dynamique politique plus large. Face à la machinerie du bipartisme institutionnalisé, il n'y a pas place pour les ambitions particularisées : ou la gauche de transformation sociale acquiert force politique, ou elle se résout pour longtemps à osciller entre dépendance et marginalité. Que la forme prise pour « faire force politique » reste à réfléchir est une chose ; qu'il faille sans attendre s'atteler à le faire en est une autre. La voie de la parcellisation choisie en 2007 indique ce qu'il ne faut surtout pas faire. L'exemple italien montre qu'il ne suffit pas de balancer de la participation à l'opposition frontale et qu'une coalition de dernière minute ne peut pas enrayer le bipartisme. Pour l'instant, l'exemple allemand montre qu'il est possible d'affoler la logique sociale-libérale, jusqu'à laisser entendre que l'on peut l'ébrécher à terme. Aucune expérience n'est transposable terme à terme, nous dit-on. Sans doute ; mais s'il est un état d'esprit, un parfum, une ambition que l'on peut chercher à travailler, je ne vois pas comment on pourrait ne pas les trouver de ce côté-là.

Il faut afficher cette ambition ; elle n'est pas conciliable avec une réflexion refermée sur l'intérieur du seul PCF ; elle ne peut pas se traduire par l'appel, lancé à la cantonade, de venir enrichir les débats des communistes ; elle n'est pas dans la seule perspective d'un congrès, fût-il « ouvert ». Le « rassemblement autour de... » est sans avenir : pour le PCF comme pour la LCR, comme pour quiconque.